



Hôpital Kremlin-Bicêtre

09 déc. 2025

## Budget : des attaques contre toutes et tous, le jackpot pour les patrons !

*Nouvel épisode d'un feuilleton parlementaire interminable : le vote du budget de la sécurité sociale ! Celui-ci a été voté par une courte majorité des députés (13 voix) et avec l'appui de la majorité des élus socialistes qui ont voté pour et ainsi conforté le gouvernement et sa politique d'attaques anti-populaires. Ce sont donc les travailleurs qui vont trinquer, et les patrons qui ont remporté le jackpot !*

### Un budget antisocial

D'après Lecornu, le budget de la sécu n'est « pas parfait » mais c'est « le meilleur budget possible ». Pour les capitalistes, dont les innombrables exonérations de cotisations sont préservées, c'est sûr ! Le sénateurs en ont même rajouté un peu, exonérant les entreprises de plus de 250 salariés de cotisations sur les heures supplémentaires. Les patrons peuvent ainsi nous faire bosser plus en contribuant moins : c'est ça de plus pour les profits !

De l'autre côté, les personnes atteintes d'une affection de longue durée (diabète de type 2, AVC invalidant, sclérose en plaque...) pourraient perdre une partie de l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières, dont les montants sont généralement très faibles. Quant au budget des hôpitaux, il n'augmenterait que de 3 % alors que l'évolution de la démographie nécessiterait au moins 5 %. Alors que la pénurie de moyens et de personnel met en danger les soignants et les patients, c'est donc une nouvelle cure d'austérité qu'ils annoncent.

### Gare aux arnaques

Le Parti socialiste, fidèle soutien de la bourgeoisie, a troqué son vote contre la prétendue « suspension » de la réforme des retraites de 2023, en réalité un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans : le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite pleine continuera d'augmenter, juste moins vite que prévu.

En plus, ce sont les travailleurs qui, au bout du compte, devraient payer, car cette « suspension » serait compensée par une taxe d'un milliard sur les complémentaires santé... qui ne pourront pas augmenter leurs tarifs en 2026, mais ne se priveront pas de le faire en 2027 !

### Du fric pour les services publics, pas pour les marchands de mort !

Toute cette tambouille politicienne cache l'essentiel : un véritable budget de guerre contre les classes populaires : 4,7 milliards en moins pour les collectivités territoriales, 17 milliards d'économie sur les services publics avec notamment 4000 postes d'enseignants en moins, mais des budgets militaires en hausse de 6,5 milliards ! Leurs guerres et nos morts pour leurs profits : c'est la logique militariste qu'ils voudraient nous faire accepter. Si on n'y met pas un coup d'arrêt, ce sont des dizaines de milliards de plus qui serviront à acheter des Rafale, des chars et des canons, pour le plus grand profit de Dassault et des capitalistes de l'armement.

### Ne comptons que sur nous-mêmes

En plus de ce budget, Lecornu annonce déjà que des « réformes » seront nécessaires pour faire de nouvelles économies en cours d'année. Et ce coup-ci ce sera par décret !

Alors pour stopper ces attaques, qui s'ajoutent aux 380 plans de licenciements dénombrés par la CGT, il faudra bien plus que les journées d'action saute-mouton sans lendemain que nous proposent les directions syndicales ! Il n'y aura pas d'autre solution que de ne compter que sur nos propres forces, tous et toutes ensemble, pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive capitaliste généralisée !

## Médaille de la com' pour la direction

La direction de l'hôpital vante les mérites de la rénovation des chambres des patients, des rénovations « flash », des rénovations style commando en 72 heures. Un temps digne de figurer dans le grand livre Guinness des records ? Elle va même jusqu'à publier les photos de nos collègues comme des stars ! La rénovation vite fait, bien fait, c'est travailler au pas de course pour que la direction puisse remplir de nouveau les lits, gagner en activité et... des sous en plus. Nous travaillons.... ils profitent !

## Nos collègues d'orthopédie traumatologie en lutte

Le collègues de ce service ont décidé de se mettre en lutte contre le « *sous-régime permanent* » aggravé par l'absence d'*« aide-soignant attitré »*, rapportent-ils dans un courrier adressé à la direction. « *Le stress permanent, la peur de ne pas y arriver, la fatigue accumulée et la pression quotidienne ont conduit beaucoup d'entre nous à un état d'anxiété et d'épuisement professionnel préoccupant* ». Cette situation est la même dans bon nombre de services de l'hôpital. À quand une lutte de tous ?

## L'austérité tue

Micheline Mytil est décédée aux urgences de l'hôpital Lariboisière après 12 heures d'attente, restée seule sur un brancard. Le procès pénal contre l'AP-HP vient de se tenir. Les coupables, ce sont les conditions de travail imposées aux personnels des urgences par l'AP-HP. Une infirmière : « *il y avait des brancards partout, rangés sur trois lignes. Il fallait en bouger beaucoup pour accéder à la zone où se trouvait Micheline Mytil* ». Un infirmier : « *à partir du mois de juin, nous avions plus de 300 passages par jour aux urgences* ». La directrice adjointe de l'hôpital : « *l'AP-HP devait diminuer de 40 % son déficit, à la demande du ministère de la santé. À Lariboisière, nous devions supprimer 53 postes* ». Manque de personnel infirmier, locaux inadaptés et mauvaises conditions de travail, ce fut une perte de chance de survie de 80 % pour Micheline Mytil, selon le médecin expert.

## Soutien aux salariés d'AIDES

Le 1<sup>er</sup> décembre, c'était la journée mondiale de la lutte contre le SIDA. Nos collègues étaient mobilisés, dans le hall, à Broca pour sensibiliser le public sur cette maladie et les actions de prévention à connaître. Une mobilisation nécessaire. En 2023, 181 000 personnes étaient atteintes par

là maladie et 5 100 nouveaux cas répertoriés en 2024 en France. Et pourtant ! La direction de l'association AIDES, dédiée à la lutte contre le virus du SIDA, vient d'annoncer la suppression de 61 postes... Les salariés d'AIDES dénoncent ces licenciements. Notre soutien doit aussi leur être acquis.

## WANTED : BONNETS

Mediapart a dévoilé lundi l'histoire d'une collègue de la Pitié, révoquée en octobre pour avoir porté... un calot chirurgical. Absurde ? Oui. Insupportable surtout, car ce sont des dizaines de collègues de la Pitié et d'autres hôpitaux qui se font pousser vers la sortie parce qu'elles portent un « couvre-chef » (bonnet, calot, bandeau, charlotte) et sont perçues comme musulmanes par la direction. Qui les cible sous prétexte de laïcité.

Si d'autres collègues sont visées, il ne faut pas hésiter à dénoncer la politique de la direction. Et, nous, à les soutenir largement.

## Les droits des enfants hospitalisés en psychiatrie bafoués

La contrôleur général des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, alerte sur le « quasi-abandon » des enfants hospitalisés en psychiatrie, tant du point de vue médical que scolaire. Elle pointe les conditions de travail d'équipes « insuffisamment formées, surchargées ou désemparées », du fait d'une « grave crise de la pédopsychiatrie » et souligne que les enfants se retrouvent souvent pris en charge selon des modalités « nullement justifiées par leur état clinique », comme l'isolement ou la contention, ce terme désignant l'utilisation de dispositifs ou de techniques pour immobiliser tout ou partie du corps. Alors que plus de 50 000 enfants âgés de 4 à 17 ans sont hospitalisés en psychiatrie, les soignants ne sont « pas en mesure, faute de moyens, de les surveiller et de les protéger des adultes ». Cet exemple illustre, une fois de plus, le délabrement de l'hôpital public dans un pays où 1,6 million d'enfants et d'adolescents souffrent de troubles psychiques mais où seuls 750 000 à 850 000 bénéficient de soins prodigués par des professionnels spécialisés.